

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 11 décembre 2023

Régional

Une ouverture de la politique des visas en Afrique en 2023

En 2023, l'Afrique a progressé dans ses politiques d'ouverture sur les visas ce qui permettra de simplifier les voyages transfrontaliers et de faciliter la circulation et le commerce en 2024. En effet, l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique 2023, publié par l'Union africaine et la Banque africaine de développement (BAD) révèle de nombreux progrès depuis sa dernière publication en décembre 2022. En 2023, les données du rapport montrent que 50 pays ont amélioré ou maintenu leur score de 2022, seuls quatre pays ont obtenu un score inférieur. En AEOI, le Rwanda et les Seychelles ont supprimé les visas pour les citoyens de tous les pays africains et le Kenya prévoirait de le faire à partir du 1^{er} janvier 2024. Maurice, le Burundi et les Comores se placent respectivement à la 11^{ème}, 12^{ème} place et 14^{ème} place des pays ayant le plus ouvert leur politique des visas. Tandis que le Soudan du Sud, le Soudan et l'Erythrée font parties des pays qui disposent de la politique la plus fermée du continent.

Burundi

Forum des marchés publics des pays de la CAE au Burundi

Du 4 au 6 décembre, le Burundi a accueilli la 15^{ème} édition du Forum des marchés publics des pays de la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est) sous le thème « Améliorer la commande publique en mesurant la performance, le secteur des marchés publics face à tous les défis ». Aujourd'hui, si la commande publique occupe environ 50 % du budget de l'Etat, le secteur fait face à de multiples défis : corruption, manque de transparence etc. Au sein de la CAE, le Burundi se classe dernier en termes de transparence et a besoin de mettre en œuvre des lois claires, telle que le déploiement d'une plateforme électronique de gestion des marchés publics.

Comores

Hausse importante des sorties de devises (+25,5 %) au 1^{er} semestre 2023

D'après la Banque centrale des Comores, les entrées de devises, qui se composent des transferts d'argent entrants et des achats de devises, effectués via les sociétés spécialisées, ont augmenté de 2,9 %. Elles s'établissent ainsi à 67,8 Mds KMF au premier semestre 2023, contre 65,9 Mds sur la même période l'année précédente. Cette hausse est portée par l'augmentation des transferts reçus (+12 %), qui atteignent 55,4 Mds KMF au premier semestre de cette année. A l'inverse, les achats

de devises ont été de 12,4 Mds KMF sur la période, soit une chute de 24,6 %. S'agissant des sorties de devises, elles ont enregistré une augmentation de 25,5 %, soit 27,6 Mds KMF au cours des 6 premiers mois de 2023, contre 22 Mds sur la même période en 2022. Cette progression est tirée à la fois par l'augmentation des transferts sortants (13,2 Mds KMF ; +32,6 %) et des ventes de devises (14,4 Mds KMF ; +20 %).

Erythrée

La production de dattes en hausse et soutenue par le gouvernement

Depuis 2003, le ministère de l'Agriculture érythréen mène une politique de promotion des plantations de palmiersdattiers. Cette politique a porté ses fruits avec plus de 23 000 dattiers distribués sur 150 ha de terres. Ainsi, cinq variétés ont été présentées pour dégustation lors des célébrations du 16 octobre commémorant la journée mondiale de l'alimentation et la journée internationale de l'éradication de la pauvreté. D'autre part, le ministère a établi 3 pépinières de semis de dattes à Massawa, Gahtelay et Halmhale, dans le but de limiter la dépendance sur l'importation des plantes. Le ministère souhaite importer 10 000 plantes de dattes ce mois-ci pour en distribuer environ 3 400 à 15 agriculteurs de taille moyenne en février. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à distribuer 60 000 semis jusqu'à la fin de l'année 2024, le but final du ministère étant d'atteindre 300 000 dattiers en 2030. Enfin, les agriculteurs recevront les semis gratuitement et devront donner des rejets à un autre agriculteur dans 3 à 4 ans.

Ethiopie

L'Ethiopie sur la voie d'un défaut de paiement

L'Ethiopie n'a pas remboursé le coupon d'intérêts dû au lundi 11 décembre sur son euro-obligation d'un montant de 1 Md USD, arrivant à échéance en décembre 2024. Le ministère des Finances a déclaré vendredi 8 décembre qu'il ne serait pas en mesure de payer le coupon de 33 MUSD en raison de la « position extérieure fragile » du pays et de « pressions externes aigües ». Des discussions restreintes avec les créanciers privés avaient été engagées, mais les détenteurs obligataires ont rejeté la proposition du gouvernement éthiopien de restructurer l'euro-obligation (report du calendrier d'amortissement entre juillet 2028 et janvier 2032, et une réduction du taux d'intérêt nominal de 6,625 % à 5,5 %). Le pays dispose, à partir du 11 décembre, d'une période de 14 jours pour honorer le paiement sans quoi il sera considéré en défaut de paiement. L'Ethiopie pourrait ainsi être le troisième pays africain, avec la Zambie et le Ghana, à faire défaut. Une nouvelle réunion avec les détenteurs de l'euro-obligation se tiendra jeudi 14 décembre.

Bonne santé de l'entreprise publique *Ethiopian Shipping and Logistics*

L'entreprise publique, *Ethiopian Shipping and Logistics*, a annoncé des revenus atteignant 13 Mds ETB (231 MUSD) au cours du premier trimestre de l'année fiscale 2023/2024 (juillet à septembre 2023), un résultat en hausse de 25 % par rapport à la même période l'année dernière. Le volume de marchandises traité par l'entreprise était de 2,1 Mt (+51 % par rapport au T1 de 2022/2023). *ESL*, née en 2011 de la fusion de plusieurs entreprises d'Etat (*Ethiopian Maritime Transit Services*, *Ethiopian Dry Ports Enterprises*, et *Comet Transport*), jouit d'un monopole (pour l'instant) incontesté sur le transport multimodal et achemine la quasi-totalité des importations éthiopiennes (le marché des exportations, représentant un volume moindre est, lui, libéralisé). Libérée de toute dette étrangère à la suite de l'apurement en 2021/2022 d'une créance avec la Chine datant de 2011, *ESL* a annoncé de nombreux investissements pour l'année fiscale en cours, notamment l'achat de 150 nouveaux camions et la construction de deux nouveaux ports secs à

Hawassa et Moyale dans l'axe du corridor menant à Lamu au Kenya (ESL contrôle déjà 9 ports secs). L'entreprise prévoit de solliciter une recapitalisation pour assurer ses investissements.

Kenya

Le Kenya commence à rationner l'électricité malgré une production excédentaire

Kenya Power va commencer à rationner l'approvisionnement en électricité, en ciblant la région occidentale, afin d'alléger la pression sur les équipements électriques vieillissants. Le secrétaire du cabinet chargé de l'énergie, Davis Chirchir, a déclaré que le ministère s'était tourné vers le délestage comme solution à court terme¹. La récente panne d'électricité (sixième en trois ans), a contraint les entreprises à recourir à des générateurs et aurait causé des décès dans les hôpitaux où les sources d'énergie de secours ne se branchent pas rapidement. Kenya Power a augmenté le nombre de ses clients de 295 % en dix ans, mais la couverture du réseau n'a pas été accompagnée d'investissements pour le rénover. Le manque de fiabilité de l'approvisionnement de Kenya Power a incité les gros consommateurs à construire leurs propres sources, notamment l'énergie solaire et la biomasse. Kenya Power, qui vient de subir une perte nette de 3,2 Mds KES sur FY 2022/23, mise sur le soutien de la Banque mondiale pour rénover son réseau.

Nairobi fait partie des trois villes africaines qui recevront 500 Mds KES pour lutter contre la pollution de l'air

Dans le cadre de l'initiative « *Breathe Cities Clean Air* », trois villes africaines, soit Nairobi, Accra et Johannesburg, bénéficieront d'un financement, d'une assistance technique, de données sur la qualité de l'air et d'un soutien supplémentaire des collectivités partenaires afin d'échanger des connaissances et d'accroître l'impact local. Cette initiative qui réunit *Bloomberg Philanthropies*, le Fonds pour l'air pur et *C40 Cities*², vise à réduire la pollution de l'air, à diminuer les émissions de carbone et à améliorer la santé publique. Les collectivités participantes ont été choisies selon des critères tels que la diversité géographique ou encore l'intensité de la pollution atmosphérique. Initiative plébiscitée dans la mesure où 41 % des villes ont une pollution de l'air sept fois supérieure aux recommandations de l'OMS, signifiant que les habitants respirent un air dangereusement pollué qui peut entraîner des problèmes de santé ou des décès prématurés³.

Discours du président Ruto à l'occasion de la fête nationale

Pour son discours dans le cadre de la célébration du *Jamhuri Day* (commémoration de l'indépendance du Kenya en 1963 et de la constitution de la république du Kenya en 1964), le président William Ruto a défendu l'idée que le pays serait sorti du pic de la dette grâce aux mesures prises ces derniers mois. Une manière pour lui de justifier la mise en œuvre de nombreuses mesures fiscales à l'instar de la taxe d'habitation ou de la suppression de certaines subventions. De plus, le Président a annoncé que les dépenses du pays en matière de formation, d'apprentissage et d'éducation constituent l'investissement le plus approprié dans le développement du capital humain et qu'elles seraient augmentées de 127 Mds KES. Enfin, il a déclaré que le pays serait sans visas à partir de janvier 2024.

¹ Supprimer l'alimentation de clients afin d'éviter la saturation de l'alimentation électrique

² Réseau Mondial de près de 100 maires qui s'engagent à faire face à la crise climatique

³ La pollution atmosphérique est également associée à sept millions de décès prématurés chaque année

Madagascar

Mise en fonction de la centrale solaire de Marovoay

Inaugurée récemment, la centrale solaire de Marovoay est issue d'un partenariat entre le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et la Jirama (compagnie nationale d'eau et d'électricité). Elle offre une solution novatrice articulant énergie renouvelable avec une capacité de production de 500 kilowatts crête (KWc) et une centrale thermique 1 500 KW. D'une capacité de production combinée de 2 000 kilowatts, avec 60 % provenant de l'énergie solaire et 40 % des groupes électrogènes à l'huile lourde, la production actuelle excède les besoins des habitants desservis par cette centrale. La production solaire est actuellement de 30 % de sa capacité maximale afin de prévenir les perturbations du réseau électrique, en attendant l'intégration de batteries de stockage. Ce projet, réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé, ouvre la voie à l'hybridation de 78 autres centrales de la Jirama à travers le pays en 2024. En permettant de répondre aux besoins actuels tout en facilitant de nouveaux raccordements, la centrale contribuera à augmenter significativement l'accès à l'électricité dans la région.

Entrée sans droits de douane sur le territoire chinois pour 900 articles malgaches supplémentaires à partir de 25 décembre

La Commission chinoise du tarif douanier du Conseil des affaires d'Etat a annoncé le 6 décembre 2023 le traitement nul sur 98 % de ses importations en provenance de six nouveaux pays africains, dont Madagascar, à compter du 25 décembre. Pour Madagascar, le TDZ (Tarif Douanier Zéro) a ainsi été étendu de 97 %, pour 8030 articles, à 98 % pour 8930 articles, soit 900 articles supplémentaires. Cette initiative vise à permettre à un plus grand nombre de produits d'exportation de Madagascar, notamment la vanille, d'accéder au marché chinois sans droits de douane, et aux entreprises malgaches d'accéder plus facilement au marché chinois. Si les produits exportés par Madagascar vers la Chine étaient principalement des produits minéraux et des produits de mer en 2020, les produits chinois importés par la Madagascar étaient diversifiés, incluant des matières premières, des équipements mécaniques et électriques, du riz, des matériaux de construction et des produits pharmaceutiques.

Maurice

Baisse significative de l'inflation

En novembre 2023, le taux d'inflation annuel à Maurice a chuté à 4 %, atteignant son niveau le plus bas depuis mai 2021, après une légère diminution à 4,6 % le mois précédent. Cette baisse est principalement attribuée au ralentissement marqué de la hausse des prix dans le secteur du logement et des services auxiliaires, qui est passée de 11,3 % en octobre à 6 %. D'autres catégories de l'Indice des Prix à la Consommation ont également connu des hausses plus modérées, notamment les restaurants et hôtels (de 4,8 % à 5,3 %), l'alimentation et les boissons non alcoolisées (de 4 % à 4,3 %), l'ameublement et l'équipement ménager (de 4,2 % à 4,5 %), les biens et services divers (de 4,2 % à 4,4 %) et l'habillement et les chaussures (de 3,3 % à 4,3 %). Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont baissé de -0,3 % en novembre, après une baisse de -0,1 % le mois précédent.

Ouganda

Publication du plan de transition énergétique de l'Ouganda

Le Plan de Transition Énergétique de l'Ouganda, réalisé par l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et financé par l'AFD, présenté la semaine dernière à la COP28 de Dubaï vient d'être publié (rapport complet [ici](#)). Parmi les annonces, on

retiendra un objectif d'accès universel à l'énergie d'ici 2030, un pic des émissions en 2040 et une neutralité carbone pour le secteur de l'énergie en 2065. Le gouvernement doit maintenant établir un programme des investissements nécessaires pour réaliser cette transition qui se matérialisera par l'élaboration d'un plan énergétique intégré (IERP).

Rwanda

Le CA du FMI a achevé la consultation au titre de l'Article IV, la 2^{ème} revue du PCI/RSF et approuvé l'accord au titre de la *Stand-by Credit Facility*

Le Conseil d'administration du FMI a conclu les consultations au titre de l'article IV, achevé les 2^{èmes} revues de l'instrument de coordination des politiques (PCI) et de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), et approuvé un nouvel accord de 14 mois au titre de la facilité de crédit stand-by (SCF), d'un montant total d'environ 268 MUSD. Ces décisions entraînent un décaissement immédiat de 36,97 MDTs (environ 49,5 MUSD) au titre de la RSF et de 66,75 MDTs (environ 89,3 MUSD) au titre de la SCF. La croissance économique du Rwanda est restée robuste à 6,2 % en 2023, mais les déséquilibres macroéconomiques se sont accentués, en raison notamment des sécheresses répétées et des graves inondations de mai 2023. En dépit d'un environnement difficile, les résultats des politiques macroéconomiques sont restés globalement conformes aux objectifs du programme dans le cadre du PCI. Les progrès réalisés en matière de climat dans le cadre de l'accord de la RSF restent exceptionnellement importants.

Seychelles

Approbation de la loi de finances initiale 2024 par le Président

La loi de finances 2024 a été approuvée par le président de la République, Wavel Ramkalawan le mercredi 06 décembre 2023, deux jours après son approbation par l'Assemblée nationale. La LFI prévoit un budget total de 10,6 Mds SCR. Le budget 2024 met en particulier l'accent sur les investissements et les infrastructures, les secteurs sociaux, ainsi que les allègements fiscaux et des incitations aux entreprises. Le budget le plus important est celui du ministère de l'Éducation 1,4 Mds SCR, suivi de l'Agence de protection sociale avec une allocation de 1,3 Mds SCR et de l'Agence des soins de santé avec un budget de 1,2 Mds SCR. Les montants les plus faibles sont alloués au Conseil des travailleurs sociaux, avec un montant de 760 000 SCR, et au Comité d'audit du gouvernement, pour un montant de 868 000 SCR. Les autorités seychelloises ont pour stratégie de consolider les acquis des trois dernières années pour assurer notamment la soutenabilité de la dette. Il s'engage par ailleurs à rester prudent en termes de dépenses compte tenu du contexte mondial incertain.

Ouverture d'un nouveau complexe hôtelier Cheval Blanc, propriété LVMH, au second semestre 2024

Le groupe Cheval Blanc, propriété de LVMH, ouvrira un nouveau complexe hôtelier au second semestre 2024 aux Seychelles. Il s'agit d'un complexe de 52 villas, d'une superficie individuelle comprise entre 220 et 1 950 m². Situées le long de la côte sud-ouest de l'île de Mahé au sud de l'aéroport international de Mahé, les villas ont été construites sur un site qui abritait auparavant l'hôtel Banyan Tree Seychelles. Le complexe comprendra également 5 restaurants (Mizumi, Vivamento, Sula, Le 1947 et Le White). Il s'agit du sixième complexe de luxe à annoncer son ouverture depuis septembre 2021, et le deuxième dans l'Océan indien après celui de Randheli (îles Maldives).

Somalie

Le FMI et la BM annoncent l'annulation de la dette somalienne à hauteur de 4,5 Mds USD dans le cadre de l'initiative PPTE

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont approuvé le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) pour la Somalie, permettant une annulation de sa dette à hauteur de 4,5 Mds USD. Selon le FMI, la dette du pays est donc passée de 5,2 Mds USD à 600 MUSD. Elle est donc maintenant inférieure à 6 % du PIB, contre 64 % en 2018. Une grande partie de l'allègement de la dette a été accordé par les créanciers commerciaux (3 Mds USD), suivis par les créanciers multilatéraux (573,1 MUSD), la Banque mondiale (448,5 MUSD), le FMI (343,2 MUSD) et le Fonds africain de développement (131 MUSD).

Soudan

Annulation de l'accord de financement pour la culture de blé

Le gouverneur du périmètre de la Gézira a averti contre l'éventuel échec de la saison agricole hivernale à cause des difficultés de financement des agriculteurs de blé. La déclaration du gouverneur intervient à la suite de l'annulation de l'accord signé entre le périmètre, le ministère des Finances et la Banque agricole, prévoyant la mise en hypothèque des actifs du périmètre au bénéfice de la banque comme garanti de financement. Selon le gouverneur, les conditions préalables imposées par l'administration de la banque sont excessives et rendent impossible la mise en place de l'accord. Le périmètre de la Gézira est la principale zone de production de blé au Soudan avec une superficie potentielle de 168 000 ha et une production qui pourrait atteindre 500 000 tonnes en bonnes saisons, soit 15 % environ de la consommation du pays.

Soudan du Sud

Relative stabilisation de la croissance en 2023

Dans son dernier rapport économique sur le Soudan du Sud, la Banque mondiale anticipe une contraction de l'économie de 0,4 % sur l'année fiscale en cours, une performance bien meilleure que celle de l'exercice précédent (-2,3 %). Le rapport attribue cette évolution à un gain d'activité du secteur privé, au rétablissement relatif de la paix et à l'augmentation des dépenses du gouvernement. L'inflation (3 % sur les 9 premiers mois de l'année) bénéficie de la libéralisation du taux de change. Le pays demeure particulièrement vulnérable en raison d'une capacité d'endettement limitée et d'une collecte fiscale très faible.

Tanzanie

Le CA du FMI achève la deuxième revue de l'ECF et approuve le décaissement de 150,5 MUSD

Le Conseil d'administration du FMI a achevé la deuxième revue de l'accord au titre de l'*Extended Credit Facility (ECF)* pour la Tanzanie, autorisant un décaissement immédiat d'environ 150,5 MUSD et portant le total décaissé dans le cadre de l'accord à 455,3 MUSD. Selon le FMI, le programme de réforme économique est globalement en bonne voie. En effet, les autorités continuent de mettre en œuvre les réformes soutenues dans l'accord, qui visent à préserver la stabilité macro financière, à renforcer la reprise économique et à soutenir les réformes structurelles en vue d'une croissance durable et inclusive. Après un ralentissement en 2022, la croissance devrait rebondir en 2023, mais l'environnement économique mondial défavorable et les facteurs intérieurs continuent de peser sur la reprise économique.

SBL rejoint l'élite des entreprises affiliées à l'ONU en matière de développement durable

Serengeti Breweries Limited (SBL – Principale entreprise dans le secteur de la bière et des spiritueux en Tanzanie), a signé un accord afin de devenir membre du Pacte mondial des Nations unies (*UNGCT*), rejoignant ainsi le cercle des entreprises internationales qui travaillent à la réalisation des ODD via des programmes de développement durable. *SBL* a mis en œuvre des initiatives visant à améliorer l'approvisionnement en eau, la consommation positive, l'inclusion et la diversité, la plantation d'arbres et s'est engagée à continuer à créer un impact positif sur les communautés d'ici 2030, conformément à l'agenda onusien. Marsha Macatta-Yambi, directrice exécutive de l'*UNDGCT*, a déclaré que les initiatives du brasseur en matière de durabilité sont "une démonstration audacieuse de la contribution du secteur privé à la réalisation des ODD".

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr